

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S

Il est urgent d'appeler à la construction d'une politique d'accueil des personnes étrangères!

Le 18 décembre l'ONU célèbre la journée internationale des Migrants. La Cimade appelle tous les acteurs, y compris ceux de la société civile, à faire respecter les engagements internationaux de l'Etat en matière de droits humains.

La crise sanitaire exacerbe les profondes inégalités de nos sociétés européennes. Les personnes précaires sont la fois les « premières de corvée » et les plus durement frappées du fait de leurs conditions de vie – ou de survie, et parmi les plus démunies, les personnes étrangères voient souvent leur précarité aggravée.

En France, depuis des années se déploie une politique qui tend à dissuader les personnes exilées de venir sur notre territoire. Celle-ci se traduit par des pratiques administratives et policières condamnables et par un dispositif d'accueil dégradé, qui porte atteinte au respect des droits humains : graves manquements au devoir de protection des mineur·es isolé·es, entraves au droit d'asile et au droit à être régularisé, carences et dysfonctionnements des dispositifs de prise en charge sanitaire et sociale, comportements intimidants voire brutaux, limitation de l'accès aux soins.

Des politiques dissuasives aux conséquences irréremédiables

Sur certains territoires, les réponses apportées par les autorités nationales sont particulièrement répressives : évacuations policières quotidiennes des lieux de (sur)vie, privations arbitraires de liberté, refoulements en cascade, harcèlement et poursuites pénales à l'encontre des personnes venant apporter une simple aide humanitaire. Pour dénoncer ces pratiques, une grève de la faim de 37 jours a été courageusement menée par des militant·es du Calaisis. Elle a malheureusement débouché sur de maigres propositions, d'ores et déjà non respectées.

Plus près de nous, dans le Rhône, le manque de places d'hébergements et/ou de logements traduit les défaillances de la Préfecture dans la prise en charge de l'hébergement inconditionnel et les manquements de la Métropole dans celle des familles et des jeunes étranger·e en danger et isolé·es. Au moins autant d'individus, français ou étrangers, de familles avec enfants scolarisés, de demandeur·ses d'asile, de femmes victimes de violences, de mineur·es isolé·es, de personnes malades, n'ont d'autres alternatives que de dormir à la rue ou dans des squats, et sont régulièrement évacués par les forces de police.

Les étranger·es sont surexposé·es à cette précarité, renforcée par de très nombreux obstacles administratifs, durcis par la dématérialisation des démarches en préfecture, telle la difficulté – voire l'impossibilité – d'obtenir un simple rendez-vous pour demander un premier titre de séjour ou le faire renouveler, occasionnant des pertes de droit – dont celui de travailler.

Cette politique assumée du déni des droits ne peut plus durer.

L'expérience de ces dernières années fait la preuve que la répétition permanente des mêmes réponses déshumanisantes est sans issue. La politique visant à dissuader les personnes migrantes et à les rendre invisibles, en les empêchant d'accéder à leurs besoins essentiels, en les chassant du moindre campement constitué, en les enfermant, en les renvoyant de l'autre côté de la frontière, en détruisant leurs affaires n'a jamais apporté aucune solution, sinon des souffrances supplémentaires.

Pour une politique d'accueil des personnes migrantes à même de préserver les libertés et les droits fondamentaux de tous et toutes.

Aujourd'hui, à la veille d'échéances électorales majeures que sont la présidentielle et les législatives, il est plus que temps de changer de paradigme et de s'engager dans une approche résolument constructive, basée sur le dialogue, hors de toute caricature, de tout simplisme, de tout calcul électoraliste. Nous appelons à la mise en place d'un espace de concertation pour concevoir au plus tôt une politique d'accueil des personnes migrantes à même de préserver les libertés et les droits fondamentaux de tous et toutes.

Cet espace gagnerait à rassembler, aux côtés des personnes concernées, l'ensemble des acteurs : l'Etat, les collectivités territoriales, les parlementaires, les acteur·ices économiques, les organisations syndicales, les associations, les chercheur·euses.

Parce qu'il est temps de sortir du cycle délétère et sans fin de l'inhospitalité élevée au rang de politique, la Cimade appelle au rassemblement pour la Journée Internationale des Migrant·es ! On compte sur vous !

Rendez-vous samedi 18 décembre à 14h30 places de la Comédie – Louis Pradel